

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 12 AVRIL 2016

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille seize, le douze avril , à dix-huit heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

**Étaient présents :** MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

**Étaient absents :** M. André CASTAGNOS, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI,

**Pouvoirs de vote :**

Mr André Castagnos à Mr le Maire

Mme Marcia Macario de Oliveira à Mme Beyret Treseguet

Mme Hajiba Kazaoui à Mme Brigitte Leveur

Monsieur Pascal Desclaux a été élu secrétaire de séance.

**Arrivée de Madame Diouf au point 5. Tarifs enfance 2016/2017**

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire accueille et installe en tant que Conseillère Municipale Madame Campoy-Martinez Vanessa qui a été nommée suite à la démission de Madame Lise Rosset pour raisons personnelles ; il salut l'engagement de cette dernière au sein de l'assemblée et souhaite la bienvenue à Madame Campoy Martinez.  
Madame Campoy Martinez occupera par défaut la place de Madame Rosset au sein des commissions municipales.

Dans un second temps, Monsieur le Maire revient sur le décès du Docteur Patrick Lacoume qui a fait perdre à la Ville d'Aiguillon une de ses fortes personnalités. Pour mémoire Patrick Lacoume avait été élu au sein du conseil municipal de 1983 à 1989 avec Pierre Polivka et de 2001 à 2003 date à laquelle il avait choisi de démissionner. Monsieur le Maire indique qu'il avait eu le grand plaisir de siéger à ses côtés.

Monsieur le Maire rappelle son engagement au service des autres, Médecin Commandant chez les Sapeurs Pompiers ; initiateur du SAMU de Lot-et-Garonne ; sans omettre une belle réussite professionnelle.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de respecter une minute de silence en l'honneur de Patrick Lacoume.

Pour finir, il ajoute que la ville de Visé a souhaité s'associer à cet hommage et a fait parvenir ses condoléances à la famille et au conseil municipal.

Le Conseil Municipal est appelé à adopter le Procès-Verbal de la séance du 1er mars 2016. Madame Moschion demande qu'une modification soit apportée aux propos du Maire à la page 11 sur le point : Vote du BP 2016. Monsieur le Maire refuse expliquant que ses propos lui paraissent correctement rapportés.

Faisant suite à cet échange, le Conseil Municipal adopte le procès verbal de la séance du 1er mars comme suit :

24 voix pour

2 abstentions – Mme Moschion, Mr Piazzon

0 voix contre

\*\*\*\*\*

## SERVICES

### Validation convention objectifs 2016 – MISSION LOCALE

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à adopter le modèle de convention d'objectifs avec la Mission Locale (voir modèle joint en annexe), qui assure des permanences et un accueil sur la commune.

Pour l'année 2016, la participation de la Commune à l'action de la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret s'élèverait à un montant de 6. 545,92 € (six mille cinq cent quarante cinq euros et quatre vingt douze centimes).

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,  
Après en avoir délibéré**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**VALIDE** le projet de convention d'objectifs (présence d'un accueil ou d'une antenne) de la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret selon le modèle joint en annexe,

**AUTORISE** le Maire à signer ladite convention à intervenir.

*DIT* que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2016.

*Publié le 13/04/16  
Visa Préfecture le 14/04/16*

\*\*\*

Madame Aymard estime que cette participation devrait être prise en charge par la Communauté de Communes du Confluent étant donné qu'une majorité des jeunes qui fréquente la Mission Locale viennent de son territoire et pas de la Commune. Elle estime que la Communauté de Communes étant excédentaire, doit prendre à sa charge plus de frais de ce genre.

Monsieur le Maire lui répond qu'il l'a demandé à plusieurs reprises lors des réunions du bureau de la Communauté qui a toujours refusé. Pour information Damazan et Port Sainte Marie adhèrent également à la Mission Locale.

Madame Moschion ajoute que c'est l'éternel problème de la Communauté de Communes du Confluent qui refuse de prendre la compétence Enfance – Jeunesse.

Monsieur Guingan pense qu'il faut faire attention au transfert de compétence, il estime qu'à tout donner les communes finiront par devenir des coquilles vides. Madame Moschion lui rappelle que la commune est la seule à avoir la compétence générale.

\*\*\*

### Tarifs piscine été 2016 entrées – vente boissons et glaces

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La piscine municipale d'Aiguillon ouvre pour la saison estivale 2016 tous les jours du samedi 02 juillet au mercredi 31 août inclus, pour tout public.

Il est nécessaire de déterminer les tarifs d'entrée de la piscine municipale pour l'année 2016, ainsi que ceux des glaces et boissons proposés aux clients de l'établissement.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**FIXE** les tarifs d'entrée à la piscine municipale pour la saison estivale 2016 ainsi qu'il suit :

<i>Entrées à la piscine municipale</i>	<i>tarifs 2015</i>	<i>Tarifs 2016</i>
1 entrée enfant pour les moins de 6 ans	Gratuit	IDEM à 2015 Création d'un abonnement spécial jeunes de 16 à 18 ans 10 tickets au prix de <b>11 €</b>
1 entrée enfant de 6 à 15 ans (le ticket)	1,50 €	
1 entrée "spécial jeunes" de 16 à 18 ans (le ticket)	1,80 €	
1 entrée adulte (le ticket)	2,50 €	
1 abonnement enfants (10 tickets)	10,00 €	
1 abonnement enfants (20 tickets)	14,30 €	
1 abonnement « spécial jeunes » de 16 à 18 ans (10 tickets)	Sans objet	
1 abonnement "spécial jeunes" de 16 à 18 ans (20 tickets)	21,40 €	
1 abonnement adulte (10 tickets)	16,80 €	

**FIXE** les tarifs des glaces vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison estivale 2016 comme suit :

<i>Glaces</i>	<i>volume</i>	<i>tarifs 2015</i>	<i>Tarifs 2016</i>
MAGNUM	120 ml	2,70 €	IDEM à 2015
CORNETTO	125 ml	2,40 €	
CALIPPO	105 ml	2,00 €	
SUPER TWISTER	110 ml	2,00 €	
PUSH UP Haribo	85 ml	2,30 €	

**FIXE** les tarifs des boissons vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison 2016 comme suit :

<i>Boissons</i>	<i>contenance</i>	<i>tarifs 2015</i>	<i>Proposition Tarifs 2016</i>
COCA COLA	PET* 50cl	2,10 € TTC	IDEM à 2015
OASIS	PET 50cl	2,10 € TTC	
ORANGINA	PET 50 cl	2,10 € TTC	
ALET	PET 50 cl	0,50 € TTC	

\* bouteilles plastiques avec bouchon à vis

Publié le 13/04/16

Visa Préfecture le 14/04/16

\*\*\*

## ENFANCE

### Adhésion FRANCAS - 2016

« Les Francas » association reconnue d'utilité publique sont présents et agissent quotidiennement pour l'action éducative sur l'ensemble du territoire (accueil du petit enfant, des enfants, des adolescents dans le cadre de centre de loisirs, relation aux familles, aux établissements scolaires et à leurs équipes...).

Ils contribuent à la réflexion sur les questions éducatives.

Par leurs recherches comme par leurs pratiques éducatives diversifiées « les Francas » sont à même d'identifier les enjeux éducatifs du XXIème siècle. Ils sont partenaires de l'État, de l'École, des Collectivités Territoriales par plusieurs biais :

- veille juridique
- interventions / animations gratuites une fois par an
- fichiers d'activité
- législation réglementation, droit du travail, pour les personnels de l'enfance
- proposition de séjours à destination des enfants
- accompagnement des opérations en faveur des droits de l'enfant
- Proposition de formation continue pour les animateurs et/ou directeurs de centre de loisirs
- accès aux formations BAFA ou BAFD
- Soutien aux directeurs de structures d'accueil collectif des mineurs
- Échange, mutualisation de compétences et expériences

L'acte de formation s'appuie sur les principes du projet des Francas. Les activités de formation permettent de développer plus particulièrement deux registres de compétences et de connaissance.

La formation est au service de l'amélioration de la qualité de l'action éducative locale à destination des enfants et des adolescents. À cet effet les Francas proposent 3 types de formation :

- la formation habilitée : BAFA BAFD
- la formation professionnelle : permettant d'accéder au poste de directeur
- la formation continue, accessible à tous les professionnels de l'animation, ces stages s'articulent autour de nombreuses thématiques.

Le conseil municipal est appelé à valider l'adhésion de la commune au « Francas pour un montant total de 1 245 € calculé comme suit : 82 996,20 heures, soit (sur la base de 01 journée = 08h00) = 10 375 journées, soit 1 245 € (base 2016 inchangée par rapport à 2015 = 0,12 € / journée-enfant).

**Après avoir entendu cet exposé,  
Le conseil municipal,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**DÉCIDE** d'adhérer à la section Lot-et-Garonnaise des Francas,

**DIT** que les crédits nécessaires au paiement de l'adhésion sont prévus au BP 2016,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire,

*Publié le 13/04/16*

*Visa Préfecture le 14/04/16*

\*\*\*

#### Dispositif « école et cinéma » Année scolaire 2016/2017 : prise en charge du coût de la billetterie

Comme chaque année, la commune d'Aiguillon peut, pour l'année scolaire 2016/2017, participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel-Pagnol et des écoles maternelles Marie-Curie et Jean-Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique.

Le Conseil municipal est appelé à reconduire les conditions des années précédentes.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**ACCEPTE** de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2016-2017, en partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

*École élémentaire :*

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année,

A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2016/2017 de : **577,50 €** pour l'école

*Écoles maternelles :*

Maximum de 25 élèves de la classe de Grande Section par année,  
A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3  
sorties, (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2016/2017 de : **187.50 €** par école,

DIT que les crédits sont prévus au BP 2016 de la commune.

Publié le 13/04/16

Visa Préfecture le 14/04/16

\*\*\*

Monsieur Girardi demande qui choisit les films, Monsieur le Maire lui indique que c'est intégré dans le programme de l'Éducation Nationale.

Madame Moschion demande si cela concerne seulement les enfants des écoles d'Aiguillon. Monsieur le Maire lui répond que d'autres écoles participent mais que celles d'Aiguillon sont favorisées car le cinéma est sur place. Le Conseil Départemental ne devrait plus aider les communes et cesser de payer le transport.

Madame Moschion pense que c'est intéressant pour la fréquentation du cinéma.

\*\*\*

### Détermination des tarifs Enfance pour l'année scolaire 2016 / 2017

Le maire invite le conseil municipal à fixer les différents tarifs des services Enfance pour l'année scolaire 2016/ 2017.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis du bureau

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de l'**Accueil de Loisirs Sans Hébergement** (accueil au Centre ou sorties sur la journée), à compter du 1er septembre 2016 :

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents Aiguillon)	Tarifs 2016-17 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
Journée sans repas	5,30 €	5,80 €	6,40 €
Journée avec repas	7,50 €	8,20 €	9,20 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA	4,25 €		
½ journée sans repas	3,20 €	3,70 €	4,20 €
½ journée avec repas	5,70 €	6,20 €	6,70 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents hors Aiguillon)

Tarifs 2016-17 tous régimes		
Quotient familial < ou	Quotient familial > à 705,01 et < ou	Quotient familial > à

	= à 705 €	= à 999,99	1.000
Journée sans repas	9,55 €	10,55 €	11,35 €
Journée avec repas	12,95 €	13,95 €	16,95 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA		6,35 €	
½ journée sans repas	4,35 €	4,85 €	5,35 €
½ journée avec repas	6,35 €	6,85 €	7,35 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

DÉCIDE de **fixer une cotisation annuelle de 1€** pour l'année de 2016 et de fixer ainsi qu'il suit les tarifs du service **ACTIV'ADOS** (animation jeunesse) : **uniquement pour les sorties avec activités payantes sur la journée ou la demi journée** à compter du 1er septembre 2016 :

Activ'ados sorties sur la journée ou demi journée	Tarifs 2016-17 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000So
Sorties payantes – tarif 1 coût demi-journée ou journée (transport + entrée) ≤ 10 €	3,00 €	4,00 €	5,00 €
Sorties payantes – tarif 2 ≤ à 16 €	6,00 €	7,00 €	8,00 €
Sorties payantes – tarif 3 ≤ à 22 €	9,00 €	10,00 €	11,00 €
Sorties payantes – tarif 4 ≤ à 30 € et plus	13,00 €	14,00 €	15,00 €

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des **SEJOURS** (pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et Activ'ados), à compter du 1er septembre 2016 :

SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents Aiguillon)	Tarifs 2016-17 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99 €	Quotient familial > à 1.000 €
2 jours – 1 nuit Bénéficiaires bons CAF et MSA	43,00 €	53,00 € 37,00 €	63,00 €
4 jours – 3 nuits Bénéficiaires bons CAF et MSA	82,00 €	87,00 € 77,00 €	97,00 €

SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents hors Aiguillon)	Tarifs 2016-17 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99 €	Quotient familial > à 1.000 €
2 jours – 1 nuit Bénéficiaires bons CAF et MSA	53,00 €	63,00 € 44,00 €	73,00 €
4 jours – 3 nuits	87,00 €	97,00 €	107,00 €

Bénéficiaires bons CAF et MSA	82,00 €
-------------------------------	---------

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de la **restauration scolaire**, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 :

RESTAURATION SCOLAIRE	Tarifs 2016- 2017 (prix par repas)
Élèves	2,60 €
Enseignants et autres intervenants	5,20 €
ALSH hors communes	5,80 €

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des services d'accueil périscolaire dans les écoles communales, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 :

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE forfait par mois et par enfant	Tarifs 2016-17 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
GARDERIE (matin/ soir)	15,10 €	16,10 €	17,10 €
Garderie AVEC ETUDES SURVEILLÉE	20,10 €	21,10 €	22,10 €
Garderie du mercredi après-midi : la séance	5,70 €	6,20 €	6,70 €

DIT que les tarifs modulés ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué ;

DIT que le montant-plancher de Quotient Familial fixé à 705 € pourra être modifié pour rester indexé sur celui de « l'aide aux vacances et loisirs » de la CAF, pour des raisons de commodité administrative ;

APPROUVE la synthèse de l'ensemble des tarifs applicables annexée à la présente délibération.

Publié le 13/04/16

Visa Préfecture le 14/04/16

\*\*\*

Madame Moschion trouve que les séjours Activ'ADOS sont relativement chers pour certaines familles, Monsieur le Maire lui répond que les familles nécessiteuses peuvent bénéficier d'aides de la CAF ou de la MSA mais également du CCAS de la commune, il s'agit là de tarifs municipaux ne prenant pas en compte ces aides.

Madame Moschion demande si il y a un problème avec le centre de loisirs car de nombreuses familles font le choix de mettre leurs enfants au centre de loisirs de Damazan qui leur paraît plus attractif.

Monsieur le Maire dit que la commune de Damazan a choisi d'augmenter ses tarifs pour les enfants hors commune et rappelle que le diagnostic enfance jeunesse établi par la Communauté de Communes a révélé des stratégies sociales. Il ajoute que l'adhésion aux FRANCAS va permettre par le biais de formation sur l'animation de redynamiser le centre de loisirs d'Aiguillon.

Monsieur Girardi demande pourquoi alors que Monsieur le Maire et le Maire de Damazan y sont favorables, la Communauté de Communes ne prend pas en charge la compétence Enfance. Monsieur le Maire lui explique que la prise d'une nouvelle compétence passe par une modification des statuts de la Communauté de Communes mais également par l'approbation des conseils municipaux d'au moins la majorité des communes membres. Malheureusement cela est difficile à obtenir. Monsieur le Maire estime qu'il va falloir profiter de l'occasion donné par la fusion avec la Communauté de Communes de Prayssas, pour revoir les compétences.

Monsieur Lasserre demande quel est le prix de revient du repas et demande pourquoi les enseignants ne payent pas le prix coûtant ; Monsieur le Maire lui indique que le coût d'un repas est d'environ 6 € et que les tarifs des enseignants en sont très proches.

Monsieur Lasserre pense qu'il faudrait diminuer le coût pour les enfants ce qui à ses yeux réduirait les impayés.

Monsieur le Maire rappelle qu'il y a quelques années la municipalité avait réfléchi à rendre la cantine entièrement gratuite, après étude il s'est révélé que partout en France les familles payaient entre 30 et 40 % du prix des repas ce qui est également le cas de la commune. Il ajoute que le service de restauration scolaire fonctionne très bien et qu'il donne

satisfaction aux familles, il ajoute que son personnel est très compétent.

Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'inscription du service dans un circuit court d'approvisionnement (produits locaux), ajoute qu'il est inscrit dans le PPNS.

Madame Moschion demande si il est possible d'avoir le détail des impayés des services de garderie et de la restauration scolaire. Monsieur le Maire lui répond qu'il ne les connaît pas de tête mais dit que si pour les garderies les services sont coercitifs avec les familles qui ont des impayés en refusant leurs accès aux enfants, en revanche la cantine ne refuse jamais de nourrir les enfants même si il existe des impayés d'autant que pour nombre d'entre eux, le repas du midi est le seul à être complet et équilibré.

## **AMENAGEMENTS URBAIN**

### **APPROBATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE - REVITALISATION DES BOURGS-CENTRE - Dépôt demande de subvention Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL) auprès des Services de l'État**

La commune a candidaté en septembre 2014 à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) National, dont l'objet était la revitalisation des centres-bourgs, et pour lequel elle n'avait pas été retenue. Par courrier en date du 25 février 2016, la Préfecture de Lot-et-Garonne a porté à connaissance de la commune son éligibilité à la deuxième enveloppe du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local.

Ce fond de soutien a pour but la revitalisation ou le développement des bourgs-centres ; les projets retenus devront être en lien avec les enjeux locaux et avoir un effet structurant sur la qualité de la vie locale et l'attractivité du territoire.

En effet, le maillage équilibré du territoire, avec la présence de bourgs-centres vivants et animés, tant en périphérie des agglomérations urbaines qu'au cœur des espaces les plus ruraux, est un enjeu majeur d'une politique d'égalité des territoires.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le dossier de candidature qui répond à l'ensemble des conditions requises par ce fond d'aide exceptionnel. Il expose le plan de financement suivant :

#### **DÉPENSES :**



TRANCHE FERME	
Aménagement des espaces publics du centre-ville et réhabilitation de la Dépendance Nord du Château	
	Montant en € HT Dépenses
<b>Aménagement des espaces publics du centre ville</b>	<b>2 154 000 €</b>
Maitrise d'œuvre	123 033 €
Travaux Réseaux	40 649 €
Travaux Place Espiau et Rue Hoche	482 643 €
Travaux Place Clemenceau et Rue Thiers (1ère et 2ème partie)	634 563 €
Travaux place du 14 juillet	873 112 €
<b>Aménagement de la Dépendance Nord du château</b>	<b>3 300 000 €</b>
Etude de programmation AMO	90 000 €
Maitrise d'œuvre	210 000 €
Travaux de réhabilitation Dépendance Nord du Château (toiture, façade, aménagements intérieurs)	3 000 000 €
<b>Total I</b>	<b>5 454 000 €</b>
TRANCHE CONDITIONNELLE Dépendance sud du château	
	Montant en € HT Dépenses
AMO et maîtrise d'œuvre	100 000 €
Travaux de réhabilitation Dépendance Sud du Château (toiture, façade, aménagements intérieurs)	1 100 000 €
<b>Total II</b>	<b>1 200 000 €</b>
<b>Total I + II</b>	<b>6 654 000 €</b>

## RECETTES

TRANCHE FERME	
Aménagement des espaces publics du centre-ville et réhabilitation de la Dépendance Nord du Château	
	Montant en € HT
	Recettes
<b>Aménagement des espaces publics</b>	<b>2 154 000 €</b>
DETR 1ère tranche - <i>acquise</i>	169 679 €
DETR 2ème tranche - <i>acquise</i>	137 770 €
Subvention Conseil Départemental (Bastides et villages de caractère) - <i>acquise</i>	180 000 €
Subvention Conseil Départemental ( Aménagement de Bourg) - <i>acquise</i>	34 660 €
FSIPL (40%)	861 600 €
Autofinancement communal	770 291 €
<b>Aménagement de l'aide Nord du château</b>	<b>3 300 000 €</b>
FSIPL (60%)	1 980 000 €
Autofinancement communal	1 320 000 €
<b>Total des aides potentielles (62%)</b>	<b>3 363 709 €</b>
<b>Total autofinancement communal (38%)</b>	<b>2 090 291 €</b>

  

TRANCHE CONDITIONNELLE	
Dépendance sud du château	
	Montant en € HT
	Dépenses
AMO et maîtrise d'œuvre	100 000 €
Travaux de réhabilitation	
Dépendance Sud du Château (toiture, façade, aménagements intérieurs)	1 100 000 €
<b>Total II</b>	<b>1 200 000 €</b>
FSIPL (60%)	720 000 €
Autofinancement communal (40%)	480 000 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**FAIT ACTE** de candidature auprès du fonds de soutien à l'investissement Public Local au titre de la revitalisation des bourgs centres.

**APPROUVE** le dossier de candidature de la Commune d'Aiguillon.

**S'ENGAGE** à la réalisation des travaux sous réserve de l'obtention des aides sus visées.

**ADOpte** le plan de financement prévisionnel de ce projet, tel que détaillé ci-dessus.

**DECIDE** de demander une subvention au Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIPL).

**AUTORISE** monsieur le maire à signer les documents relatifs à cette candidature et le mandate pour adresser la présente délibération au Préfet de Région pour compléter le dossier.

Publié le 14/04/16  
Visa Préfecture le 16/04/16

\*\*\*

REQUALIFICATION DE L'HABITAT EN CENTRE BOURG - Demande subvention à la Région Aquitaine – Limousin – Poitou Charente - Contrat Territorial Unique (CTU) porté par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée du Lot

Le SMAVLOT dans le cadre de sa mission de développement local en lien avec le Contrat Territorial Unique (CTU) porté par la Région a fait connaître à la commune qu'il existe une mesure portant sur l'habitat et le logement et plus particulièrement sur la requalification de l'habitat en centre bourg.

L'objectif est de participer à la requalification des petits pôles urbains, en favorisant l'émergence des centres-bourgs.

La commune propriétaire de la dépendance Nord du Château Comtal souhaite le réhabiliter. La requalification de cette dépendance répond aux objectifs :

- réappropriation des centres bourgs par un accès à un public varié (jeunes, associations, personnes âgées), un soutien à l'action économique (office de tourisme, entreprises d'insertion), environnemental (logements sociaux à économie d'énergie)...
- requalification d'îlots dégradés : les deux places jouxtant la dépendance Nord ainsi que les rues attenantes font l'objet d'une réhabilitation. Dans le cadre de l'OPAH, il est prévu la réhabilitation des logements situés également place Clémenceau.
- Réalisation d'opérations intégrées de rénovation de l'habitat au cœur de petits pôles urbains structurants tel qu'Aiguillon.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le dossier de candidature qui répond à l'ensemble des conditions requises par le CTU. Il expose le plan de financement suivant :

**DÉPENSES :**

<b>Aménagement des espaces publics du centre-ville et réhabilitation de la Dépendance Nord du Château</b>	
	Montant en € HT Dépenses
<b>Aménagement des espaces publics du centre ville</b>	<b>2 154 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre	123 033 €
Travaux Réseaux	40 649 €
Travaux Place Espiau et Rue Hoche	482 643 €
Travaux Place Clemenceau et Rue Thiers (1ère et 2ème partie)	634 563 €
Travaux place du 14 juillet	873 112 €
<b>Aménagement de la Dépendance Nord du château</b>	<b>3 300 000 €</b>
Etude de programmation AMO	90 000 €
Maîtrise d'œuvre	210 000 €
Travaux de réhabilitation Dépendance Nord du Château (toiture, façade, aménagements intérieurs)	3 000 000 €
<b>Total I</b>	<b>5 454 000 €</b>

## RECETTES

Aménagement des espaces publics du centre-ville et réhabilitation de la Dépendance Nord du Château	
	Montant en € HT
	Recettes
<b>Aménagement des espaces publics</b>	<b>2 154 000 €</b>
DETR 1ère tranche - <i>acquise</i>	169 679 €
DETR 2ème tranche - <i>acquise</i>	137 770 €
Subvention Conseil Départemental (Bastides et villages de caractère) - <i>acquise</i>	180 000 €
Subvention Conseil Départemental ( Aménagement de Bourg) - <i>acquise</i>	34 660 €
FSIPL (40%)	861 600 €
Autofinancement communal	770 291 €
<b>Aménagement de la dépendance Nord du château</b>	<b>3 300 000 €</b>
FSIPL (60%)	1 980 000 €
Région - Requalification de l'habitat en centre-bourg	210 000 €
Autofinancement communal	1 110 000 €
<b>Total des aides potentielles (65,5%)</b>	<b>3 573 709 €</b>
<b>Total autofinancement communal (34,5%)</b>	<b>1 880 291 €</b>

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**FAIT ACTE** de candidature auprès de la Région Aquitaine Limousin Poitou Charente au titre de la requalification de l'habitat en centre-bourg.

**APPROUVE** le dossier de candidature de la Commune d'Aiguillon.

**S'ENGAGE** à la réalisation des travaux sous réserve de l'obtention des aides sus visées.

**ADOpte** le plan de financement prévisionnel de ce projet, tel que détaillé ci-dessus.

**DECIDE** de demander une subvention à la Région Aquitaine Limousin Poitou Charente, dans le cadre du CTU, Mesure 4. Habitat et Logement section 4.1 Requalification de l'habitat en centre-bourg.

**AUTORISE** monsieur le maire à signer les documents relatifs à cette candidature et le mandate pour adresser la présente délibération

Publié le 14/04/16  
Visa Préfecture le 16/04/16

\*\*\*

Madame Moschion demande si on sait à quel moment on connaîtra la décision des services de l'État, Monsieur le Maire pense qu'elle n'interviendra pas avant l'été.

Monsieur Girardi dit qu'on ne peut pas adhérer comme ça à un projet, certes il le trouve magnifique mais s'interroge « n'est ce pas trop beau pour Aiguillon ? », il rappelle que par le passé la commune a été mise sous tutelle de la Préfecture.

Monsieur Girardi dit que l'architecte lui même a annoncé que les financements n'étaient pas bouclés. Son groupe au conseil municipal souhaite participer et être partie prenante, et souhaite la création d'une commission spéciale à laquelle siègeraient les élus de toutes les tendances ainsi que des administrés, des associations et demande à Monsieur le Maire de retirer le projet du vote estimant n'avoir pas assez d'éléments. Monsieur Girardi ajoute que si le point n'est pas retiré de l'ordre du jour son groupe ne prendra pas part au vote.

Madame Moschion dit que le projet est très beau et sait que les places sont à refaire, mais la population est inquiète au vue de ce qui s'est passé avant, elle ajoute qu'on ne risque rien en déposant le projet mais souhaite être informée de la suite des opérations.

Monsieur Girardi dit qu'il ne voit pas d'inconvénient au projet si la commune obtient bien les financements, mais il préfère rester prudent.

Monsieur le Maire rappelle que dans un projet on ne doit pas dépasser 80 % d'aides, il estime que si le projet arrive à 65 % ce sera bien et se dit prêt à chercher des fonds supplémentaires si cela est possible. Il ajoute que la municipalité a également passé un accord avec l'ONAC pour le déplacement du monument aux Morts. Monsieur le Maire dit que si le dossier n'est pas retenu, les travaux ne se feront pas.

Monsieur le Maire dit à l'assemblée que chacun des projets a fait l'objet de plusieurs réunions de comité de pilotage dans lesquels chaque groupe du Conseil Municipal est représenté, il indique également que des partenaires se sont engagés pour des locations de bureaux et des logements sociaux, le travail de détail lui interviendra seulement quand/si les aides sont accordées.

Monsieur Guingan pense qu'il faut rassurer les administrés car deux projets s'entrechoquent et cela crée de la confusion, il demande qu'elle action sera poursuivie si les financements sont refusés et si la commune est engagée si ces demandes de subvention sont votées.

Monsieur le Maire lui dit que non il s'agit simplement de demandes de subvention.

Monsieur Guingan ne pense pas que refaire de belles places développe l'activité économique, il demande si l'autofinancement sera pris sur plusieurs générations. Monsieur le Maire lui explique que l'autofinancement est l'argent dont la commune peut bénéficier, il peut s'agir d'emprunts, d'excédent sur le fonctionnement, d'épargne, de loyers générés par la réhabilitation des bâtiments, il cite d'ailleurs pour exemple le bâtiment de pôle emploi.

Monsieur Cadays dit avoir malheureusement fait parti de ceux qui ont voté et mis la commune en difficulté à l'époque, il constate que l'Aile Nord du bâtiment est très dégradée et qu'il y a une véritable urgence à la rénover. Il ajoute que la place du 14 juillet est un projet intéressant mais que sa rénovation privera la population des urgences et le laisse sceptique, en revanche il se dit tout à fait d'accord avec la rénovation des places Espiau et Clémenceau.

Monsieur le Maire lui explique qu'il y avait un projet de base : les rues Hoche / Thiers et la place Clémenceau, les travaux de la place du 14 juillet ne seront réalisés que si les aides sont obtenues.

Monsieur Girardi dit que si ces demandes de subvention n'engagent pas définitivement la commune, son groupe prendra part au vote.

Madame Moschion dit qu'il faut être vigilant au stationnement il est nécessaire de le limiter mais il faut également penser aux personnes qui ont des difficultés pour se déplacer.

Madame Diouf dit que tout le monde s'accorde pour dire que le projet est très séduisant et ambitieux, il faut simplement dissiper les peurs auprès de la population qui ne souhaite pas que cela impacte sur la taxe foncière, elle pense que c'est une peur légitime.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'est engagé à ne pas monter les impôts locaux / fonciers. Il rappelle que la commune n'a procédé à aucun transfert de compétence à la Communauté de Communes, il n'y a donc pas eu de transfert des charges, seule une gestion très rigoureuse du budget de fonctionnement a permis la baisse de la pression fiscale sur les aiguillonnais. Il s'engage sur le fait que les travaux ne déboucheront pas sur une augmentation de la pression fiscale, il rappelle qu'Aiguillon est considérée comme une commune pauvre dans un département pauvre et bénéficie donc de fonds de péréquation.

Monsieur le Maire indique que le choix des places Espiau et Clémenceau ainsi que de la rue Hoche vient de la cité scolaire Stendhal et il rappelle qu'à ses yeux le meilleur Maire d'Aiguillon est Louis Jamet car il a réussi à implanter un lycée dans le château. Il pense qu'on doit tout faire pour le maintenir car le Lycée est le sang d'Aiguillon, il ajoute que si on ne sécurise pas ses abords le lycée n'engagera pas de travaux de rénovation.

Madame Moschion propose de faire des chambres à l'attention des lycéens, Monsieur le Maire lui dit que c'est prévu

au projet dans le cadre de la mixité générationnelle.

## PERSONNEL

### Ratios Promus / Promouvables grade 2016

Conformément à la loi du 19 février 2007, d'application immédiate (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 49 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale), chaque assemblée délibérante est tenue de fixer après avis du Comité Technique Paritaire, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus en déterminant un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

La délibération doit fixer le taux, appelé « ratio promus-promouvables » pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade, pour l'année 2016, pour la collectivité comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Cadre d'emplois</i>	<i>Grade d'origine</i>	<i>Grade d'avancement</i>	<i>Taux (%)</i>
C	Adjoint techniques territoriaux	Adjoint technique de 1 <sup>ère</sup> classe	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	100 %
C	Adjoint techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	100 %
C	Adjoint du patrimoine territoriaux	Adjoint du patrimoine de 1 <sup>ère</sup> classe	Adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe	100 %
C	Auxiliaires de puériculture territoriaux	Auxiliaire de puériculture de 1 <sup>ère</sup> classe	Auxiliaire de puériculture principale de 2 <sup>ème</sup> classe	100 %

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 18 mars 2016.

**ADOpte** les ratios d'avancement de grade pour l'année 2016 pour la collectivité ainsi proposés.

*Publié le 13/04/16*

*Visa Préfecture le 14/04/16*

\*\*\*

### Modification du tableau des effectifs suite aux avancements de grade, départs en retraite et besoins nouveaux : créations, suppression et modification de poste.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le conseil municipal est appelé à apporter des modifications au tableau des effectifs du personnel communal suite aux évolutions de carrières (avancement de grade, promotion interne)

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni le 18 mars 2016 relatif à la détermination des ratios «promu-promouvables», pour les avancements de grade pour l'année 2016.

Le conseil municipal est appelé à approuver les créations de postes suivants, à compter du 1er juin 2016, et à adopter le tableau des emplois ainsi proposé intégrant ces modifications, selon les détails suivant :

### CREATION DE POSTE

<i>CATEGORIE</i>	<i>CADRE D'EMPLOIS</i>	<i>GRADE</i>	<i>Nombre de poste</i>	<i>TEMPS DE TRAVAIL</i>
<i>Filière administrative</i>				
A	Attachés territoriaux	Attaché	1	Temps complet (35 h)

### CREATION DE POSTES

<i>CATEGORIE</i>	<i>CADRE D'EMPLOIS</i>	<i>GRADE</i>	<i>Nombre de poste</i>	<i>TEMPS DE TRAVAIL</i>
<i>Filière administrative</i>				
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière technique</i>				
C	Adjointes techniques Territoriaux	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	Temps complet (35 h)
C	Adjointes techniques Territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière culturelle</i>				
C	Adjointes du patrimoine territoriaux	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière médico-sociale</i>				
C	Auxiliaires de puériculture territoriaux	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

21 voix pour,  
0 voix contre,  
6 abstentions,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni le 18 mars 2016,

**VALIDE** la création de poste d'attaché territorial – filière administrative.

### CREATION DE POSTE

<i>CATEGORIE</i>	<i>CADRE D'EMPLOIS</i>	<i>GRADE</i>	<i>Nombre de poste</i>	<i>TEMPS DE TRAVAIL</i>
<i>Filière administrative</i>				
A	Attachés territoriaux	Attaché	1	Temps complet (35 h)

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni le 18 mars 2016,

**VALIDE** les créations de postes comme indiqué dans le tableau suivant :

### CREATION DE POSTES

CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	GRADE	Nombre de poste	TEMPS DE TRAVAIL
<i>Filière administrative</i>				
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière technique</i>				
C	Adjoint techniques Territoriaux	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	Temps complet (35 h)
C	Adjoint techniques Territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière culturelle</i>				
C	Adjoint du patrimoine territoriaux	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)
<i>Filière médico-sociale</i>				
C	Auxiliaires de puériculture territoriaux	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	1	Temps complet (35 h)

**ADOpte** le tableau des emplois ainsi proposé pour les mises à jours liées aux créations de postes qui prendra effet à compter du 1er juin 2016 (voir annexe).

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget 2016 de la commune,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches administratives pour la création de ces emplois et à signer tout document relatif à ce dossier.

*Publié le 13/04/16*

*Visa Préfecture le 14/04/16*

\*\*\*

Madame Moschion estime qu'un second emploi de Cadre A dans le service administratif est démesuré à Aiguillon, elle pense qu'il n'y en a pas l'utilité pour 4 500 habitants. Elle affirme qu'elle est favorable à la promotion des agents, et précise qu'elle s'oppose simplement à la création du poste qu'elle juge inapproprié pour la commune.

Madame Aymard lui répond que reprocher à des salariés de coûter cher c'est scandaleux, Monsieur Desclaux la rejoint et dit que si ça a un coût, le travail des agents rapporte à tout le monde ; ça n'est à ses yeux pas une charge mais un investissement.

Monsieur le Maire explique qu'il y a pour les agents plusieurs façons de progresser, le concours, l'examen professionnel, la liste d'aptitude, une fois que les agents ont satisfaction, ils en gardent le bénéfice pendant 3 ans. Il ajoute que l'agent concerné risquait de le perdre et ajoute qu'il dirige le plus gros service de la mairie.

Madame Moschion lui répond qu'on ne crée pas d'emploi pour faire plaisir au personnel.

Pour Monsieur Lacrampe les employés territoriaux ne gagnent pas trop, il précise qu'il ne s'opposera jamais aux avancements.

Madame Moschion demande que le vote se déroule en deux temps, premièrement pour le poste de cadre A, deuxièmement le reste des créations de postes. Monsieur le Maire lui donne son accord.

## **AFFAIRES DIVERSES**

**Prélèvement d'eau sur le milieu naturel – validation et prise en compte de l'étude d'impact réalisée par l'OUGD (Organisme Unique Garonne Aval et Dropt) au profit de la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne**

Par courrier en date du 10 mars 2016, la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne a demandé à la commune de bien vouloir se prononcer favorablement sur l'enquête concernant les prélèvements d'eau pour l'irrigation menée par l'OUGD.

L'organisme unique Garonne aval et Dropt est porté par la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne, en partenariat avec les Chambres d'Agriculture du Tarn et Garonne, du Lot, de la Dordogne, de la Gironde. Il s'étend le long de la Garonne avec les affluents sur les différents départements partenaires de l'organisme unique.

Ce dernier est chargé de répartir un volume notifié par l'État entre les différents irrigants dans le cadre de la loi sur l'eau



de 2006.

L'irrigation est très importante dans notre région, principalement rurale où la richesse économique provient en majorité des cultures irriguées.

L'organisme unique Garonne aval et Dropt a réalisé une étude d'impact sur tout le périmètre des prélèvements d'eau sur le milieu naturel et en a établi le plan de répartition.

Ces éléments passent en enquête publique du 07 mars au 08 avril 2016 dans les différentes sous préfectures de la zone concernée. À la suite de cette enquête, Madame le Préfet prendra décision de la répartition des autorisations de prélèvements d'eau destinés à l'irrigation.

Si l'État n'autorisait pas les prélèvements d'eau, les conséquences économiques, sociales et environnementales pourraient être désastreuse pour les agriculteurs de la commune. En effet, l'irrigation permet une diversité de productions et de paysages importante. Elle permet également le maintien de nombreux emplois agricoles dans le tissu rural : au niveau des exploitations agricoles, mais également toute la filière agricole.

Le Conseil Municipal est appelé à émettre un avis favorable sur l'étude d'impact réalisée par l'OUGD et à soutenir le projet de plan de répartition proposé pour cette année 2016.

**Après avoir entendu cet exposé,  
Le conseil municipal,**

*27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**DÉCIDE** de donner un avis favorable sur l'étude d'impact réalisée par l'Organisme Unique Garonne aval et Dropt, et soutient le projet de plan de répartition proposé pour cette année 2016.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire,

*Publié le 13/04/16  
Visa Préfecture le 14/04/16*

\*\*\*

Marché N°2015-09 – Procédure Adaptée – Attribution du Marché



DÉCISION DU MAIRE

N°2016-033

Objet : Marché N° 2015-09  
Procédure Adaptée – Attribution du marché « Chemin de Larousse – Viabilisation de six lots et extension du réseau d'assainissement communal ».

Le Maire de la commune d'Aiguillon,

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le code des marchés publics, notamment en application des articles 1 et 28,  
VU la délibération N°2014\_043 en date du 11 avril 2015 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée,  
VU la publication du marché le 1er décembre 2015 sur le profil acheteur de la ville d'Aiguillon – du site marchés publics aquitaine ainsi qu'au BOAMP.

CONSIDERANT que la concurrence a joué régulièrement,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au choix des titulaires du marché « Chemin de Larousse – Viabilisation de six lots et extension du réseau d'assainissement communal ».

DÉCIDE :

ARTICLE 1 :

Le marché est attribué à l'entreprise :

EUROVIA  
Agence d'Agen  
Métairie de Beauregard  
CS 60123  
47520 LE PASSAGE D'AGEN

Tranche Ferme : Le montant du marché s'élève à 207 284,76 € TTC

Tranche Conditionnelle : Le montant du marché s'élève à 10 552,84 € TTC

Montant total du marché : 217 837,60 € TTC

ARTICLE 2 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2016, du budget principal de la Commune et du budget annexe assainissement.

ARTICLE 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.  
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Fait à Aiguillon le 03 Mars 2016

Le maire  
Jean-François SAUVAUD

*Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le contrôle de légalité et de l'accomplissement des mesures de publicité.*

Décision N°2016-033 (1.1)

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire donne lecture du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Bordeaux concernant les mal-façons du bâtiment Crèche municipale.

Madame Moschion souhaite savoir ce qu'il en est des « Maisons de Services Publics » à Aiguillon, Monsieur le Maire lui répond que seules les communes plus petites sont concernées à l'heure actuelle, il explique que ces « maisons » regroupent les différents services publics avec un nombre d'agents restreint.

Pour terminer, Monsieur le Maire procède à un point sur l'agenda, à savoir :  
Inauguration du square de la République Espagnole le samedi 16 avril à 15H00.  
Commémoration Monument aux Morts le dimanche 24 avril.  
Festival Aiguillon Song les 29, 30 avril et 1er mai.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20H50.

\*\*\*\*\*

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION